

QUINOA

Trimestriel de l'asbl Quinoa - 73 rue Bosquet - 1060 Bruxelles - Belgique - Tel.: 32-2-534.48.82 - Fax: 32-2-537.96.61 - E-mail: quinoa@arcadis.be - Bur. de dépôt: Bx 05. Prix de vente: 30FB / 5FF

Une mondialisation solidaire est-elle possible?

Parmi les multiples versants et visages de la mondialisation, l'emprise croissante du marché sur des secteurs de plus en plus étendus des activités humaines, est l'un des faits les plus marquants, et des plus controversés. Sous la houlette de l'Organisation Mondiale du Commerce (l'OMC) l'évolution récente des relations commerciales et économiques entre les pays du monde semble confirmer cette perspective.

Chargée depuis 1995 de la réglementation des changes internationaux et du processus de libéralisation économique cette organisation est au cœur d'une vive confrontation entre les tenants d'un libre-échange à tous crins et ses 'détracteurs' - ceux qui l'accusent de favoriser la recherche du profit au détriment de préoccupations humanistes.

Libre-échange ou échanges équitables?

Que la mondialisation¹ soit un fait irréversible est une évidence. Que le commerce soit une nécessité vitale est une autre évidence. Cependant, la mondialisation et les progrès techniques qui l'accompagnent sont également source d'inégalités et de bouleversements inédits². Reste à savoir quel type d'arbitrage est à même d'accompagner cette évolution et d'en corriger les dérives.

Selon la vision de l'OMC - et des tenants d'un libre-échange échevelé - la plus grande ouverture commerciale serait toujours et partout une source de prospérité et de croissance. Les inégalités de développement entre le Nord et le Sud renvoient cependant à une autre réalité: l'économie mondiale n'est pas composée de partenaires capables d'affronter la concurrence à armes égales; elle se caractérise au contraire par de profondes asymétries³. Le traité de libre commerce signé entre le Mexique et les Etats-Unis est exemplaire à cet égard. Bien que l'ouverture ait favorisé les exportations mexicaines, elle n'a pas permis de compenser le doublement des achats de biens américains, et le maintien d'une redoutable dépendance, au service d'un système social inégalitaire, coûteux en importations de biens de luxe.

L'Organisation Mondiale du Commerce n'a pas vocation à définir des options pour un développement durable. Son objectif premier est la sanction des entraves à la libre concurrence et l'abaissement des droits de douane, qui bénéficie surtout aux exportateurs de produits manufacturés. A ce point de vue, la poussée de la compétitivité et la libéralisation du commerce n'a pas, jusqu'ici, amélioré le sort des pays les moins nantis, ni leur accès aux marchés des pays industrialisés. Diverses restrictions et

barrières (quotas, tarifs, mesures 'anti-dumping') au Nord, pénalisent encore les pays en développement dans les domaines d'exportation qui leur sont les plus favorables: le textile, l'habillement et l'agriculture notamment⁴. La conférence ministérielle de Seattle, du 30 novembre au 3 décembre 1999, consacrée à la poursuite de la libéralisation des échanges - c'est à dire l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations portant sur l'agriculture, les services publics ou les droits de propriété intellectuelle - a servi de cadre à l'amorce d'un débat prometteur, sur les conditions d'une mondialisation plus équilibrée⁵. Elle a été marquée par l'irruption pacifique et déterminée, d'une société civile internationale soucieuse de faire valoir une autre conception du commerce mondial, plus égalitaire, respectueuse des Droits Humains, de l'environnement...

Un enjeu démocratique

L'Organisation Mondiale du Commerce a suscité ces derniers temps le sursaut critique d'une société civile mondiale en devenir. Ce qui est en question n'est pas tant l'existence d'une organisation mondiale du commerce, mais le refus d'une conversion de tout à l'univers de la marchandise, d'une part, et la portée exorbitante des prérogatives dont

jouit une organisation qui échappe à tout contrôle démocratique. L'avenir de l'agriculture dans une économie de plus en plus mondialisée est devenu l'un des thèmes les plus débattus, le plus emblématique car des plus lourds de conséquences (et de menaces?) pour l'ensemble de la planète⁶. L'agriculture représente de loin la principale activité économique dans la plupart des pays du Sud. Pourvoyeuse d'emploi, et de revenus, elle remplit au Nord comme au Sud d'autres fonctions sociales au-delà de la seule production de biens.

L'alimentation représente, non seulement l'un des droits les plus élémentaires de la personne humaine, mais elle est également une des composantes les plus intimes de la culture ou des identités culturelles! Le Droit des gens à se nourrir recouvre plusieurs aspects dont, la garantie de moyens de subsistance (sécurité alimentaire), la définition par chaque société de ses propres besoins alimentaires ainsi que de normes sanitaires en conformité avec ses priorités de santé publique (souveraineté alimentaire), mais aussi, le choix de modes de production qui tiennent compte de l'équilibre de l'environnement tant physique que culturel (développement durable).

Editorial

Mondialisation et domination du monde par les géants de l'économie... Quelle liberté reste-t-il aux populations de choisir leur développement?

Vache folle, contamination à la dioxine, OGM, bœuf aux hormones,... ont révélé dans les pays du Nord l'actualité d'un débat aux enjeux planétaires, à savoir: comment et à quel prix (coût matériel et humain) le monde s'alimente. Cette mise en lumière justifie notre choix du thème de la 'souveraineté alimentaire' pour aborder les multiples enjeux qui tournent autour de l'alimentation en cette fin de siècle tant pour les pays du Nord que du Sud. Le contenu de notre assiette peut se révéler un étonnant fil conducteur pour approcher ces multiples enjeux, chez nous et chez nos voisins de l'hémisphère Sud.

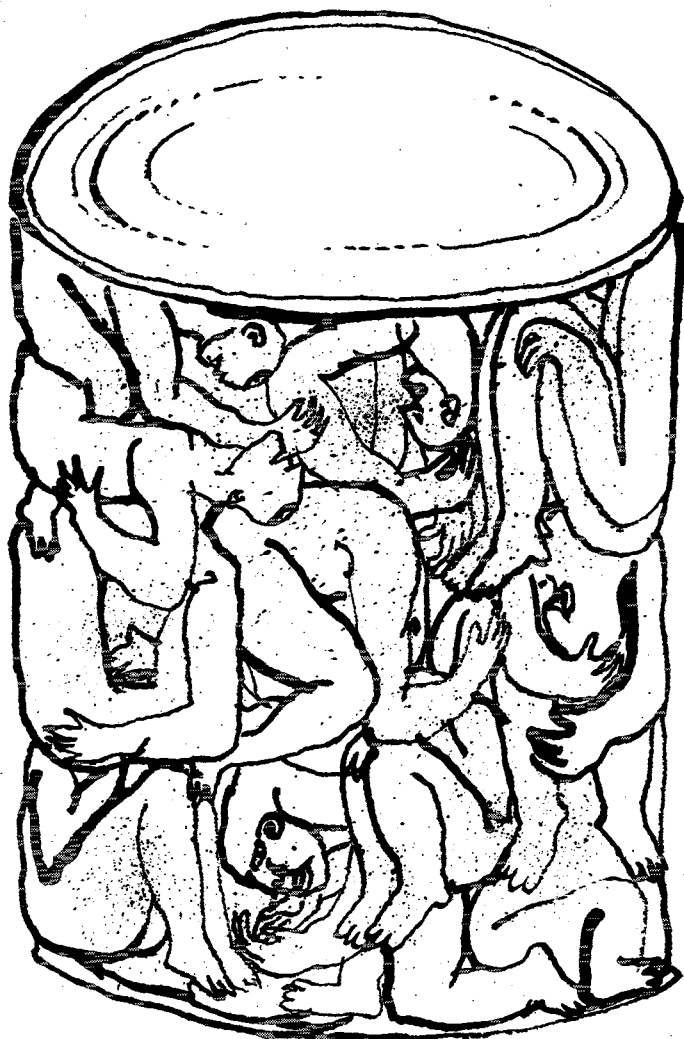
Beaucoup d'information circule autour de la question alimentaire, pour en parler autrement, nous vous invitons à vous lancer dans un 'tour du monde de l'autruche'. En guise d'amorce à un débat...

Nos objectifs de sensibilisation à la nécessité d'une redéfinition des relations Nord-Sud visent à faire de chacun un acteur porteur de changement. Chacun à notre échelle, comme consommateur, mais surtout collectivement, en tant que citoyens nous avons un pouvoir d'action et d'influence, dans un monde où les rapports de forces semblent de plus en plus se mesurer en performances économiques.

L'équipe de Quinoa

Lire suite de l'article en page 4

Purs



Consommateurs mis en boîte ...

Charley Cox

Nous vivons à l'heure de la 'globalisation', gavés d'informations, et malgré cela, nous jouons souvent les autruches...

Pour sortir du cycle infernal de la sur-consommation, pour l'avenir de la planète, il nous faudra certainement modifier nos habitudes. Difficile de ne pas y laisser des plumes...

Envie d'évaluer votre profil? *Quinoa* a mis au point un tour du monde inhabituel. Vous voulez vous y essayer? Imaginez-vous dans la peau d'un consommateur moyen qui, un jour ou l'autre, sera amené à se poser des questions... et à changer? Endossez vos idées et choisissez vos couleurs. A vous de jouer!

Règles du jeu:

Nombre de joueurs: 2 et plus (entre amis, entre voisins, en couple,...).

Accessoires: 1 pion par joueur (un vieux bouchon, par exemple) et 1 dé.

Le gagnant: le joueur qui, le premier sort du cycle infernal de l'hyperconsommation (sans y retomber...).

Le jeu: chaque joueur lance le dé à son tour et fait avancer son pion d'un nombre de case égal au chiffre obtenu.

Chacun de nos actes a un impact...! (légendes des cases).

1. La vache folle et autres scandales comme celui de la dioxine ne sont pas des accidents. Ce sont des conséquences logiques de l'industrialisation de l'agriculture. Les industriels et les politiques se justifient en soulignant qu'il faut être 'compétitifs', notamment pour l'exportation. Or nos exportations ne concernent même pas 10% de notre production agricole...

2. Les consommateurs sont trop peu ou mal informés. Or, vous et moi pouvons exercer une influence déterminante sur cette situation par des choix de consommation responsable. Vous ne vous en étiez jamais rendu compte: cela commence mal pour vous, retournez à la case départ!

3. Consommation alimentaire? 10.000m² de terre sont cultivés en moyenne par Européen. 700 m² en Asie. 10 à 15 millions de personnes meurent de malnutrition chaque année.

4. L'utilisation massive de pesticides pollue/épouse les sols et ne permet donc pas un développement durable. (Vous vous posez la question: quelle couleur aura la planète dans vingt ans?).

5. L'agriculture chimique fait perdre chaque année à la planète l'équivalent de la France en superficie cultivable. Reculez de 3 cases!

6. Chez nous, 80% des subsides à l'agriculture vont à 20% d'agriculteurs...les plus gros. Le principe de subsidiarité à l'hectare pousse à l'extension des surfaces et entraîne les agriculteurs dans la course à la productivité (et bien souvent au cycle infernal de l'endettement). Allez en discuter avec un agriculteur ou passez votre tour!

7. En organisant le 'libre-échange' à l'échelle mondiale, l'OMC favorise les multinationales, le plus souvent au détriment des droits des Etats et des citoyens. A partir de quels critères des populations peuvent-elles prétendre à leur souveraineté alimentaire ?

8. Pour les 400 grammes de frites que nous payons 45 FB, le fermier, lui, reçoit à peine 1 franc... Qu'en pense le gérant de votre baraque à frites favorite?

9. Vous déposez dans la boîte à suggestions de votre supermarché une lettre adressée au gérant sur vos désirs d'acheter des produits du commerce équitable et vous en parlez autour de vous. Si vous lisez les 2 cases suivantes, vous pouvez avancer jusqu'à la 3ième !

10. Le développement des OGM génère de nouveaux déséquilibres écologiques non maîtrisés, accentue l'appauvrissement de la diversité génétique. (Cela ne sert à rien de regarder par la fenêtre, c'est difficile de le remarquer à l'oeil nu...).

11. Selon certains scientifiques, nous perdons à chaque minute et pour toujours des espèces vivantes que la nature a mis des millénaires à élaborer. L'utilisation massive de plantes transgéniques ne fera qu'accélérer encore ce processus irréversible. Ce genre d'information vous donne la migraine, passez votre tour.

12. Avant la deuxième Guerre Mondiale, on dénombrait en Asie pas moins de 100.000 variétés de riz. Aujourd'hui, on n'y cultive plus que quelques variétés à haut rendement.

13. Désinformation et sur-information: vous vous rendez compte qu'une information intelligente pour le consommateur n'est pas forcément difficile d'accès. Des adresses internet, des revues, des réseaux d'échanges de savoir... peuvent vous y aider. Avancez de 3 cases!

14. Les dix plus grandes multinationales de l'agrochimie, spécialistes des plantes, se partagent 80% du marché mondial des engrais et des pesticides d'un poids de 30 milliards de dollars par an.

15. A mesure que le marché des semences se concentre entre les mains de quelques sociétés privées, la dépendance des agriculteurs augmente. Si vous vous engagez à lancer un débat demain autour de vous, vous pouvez avancer d'une case.

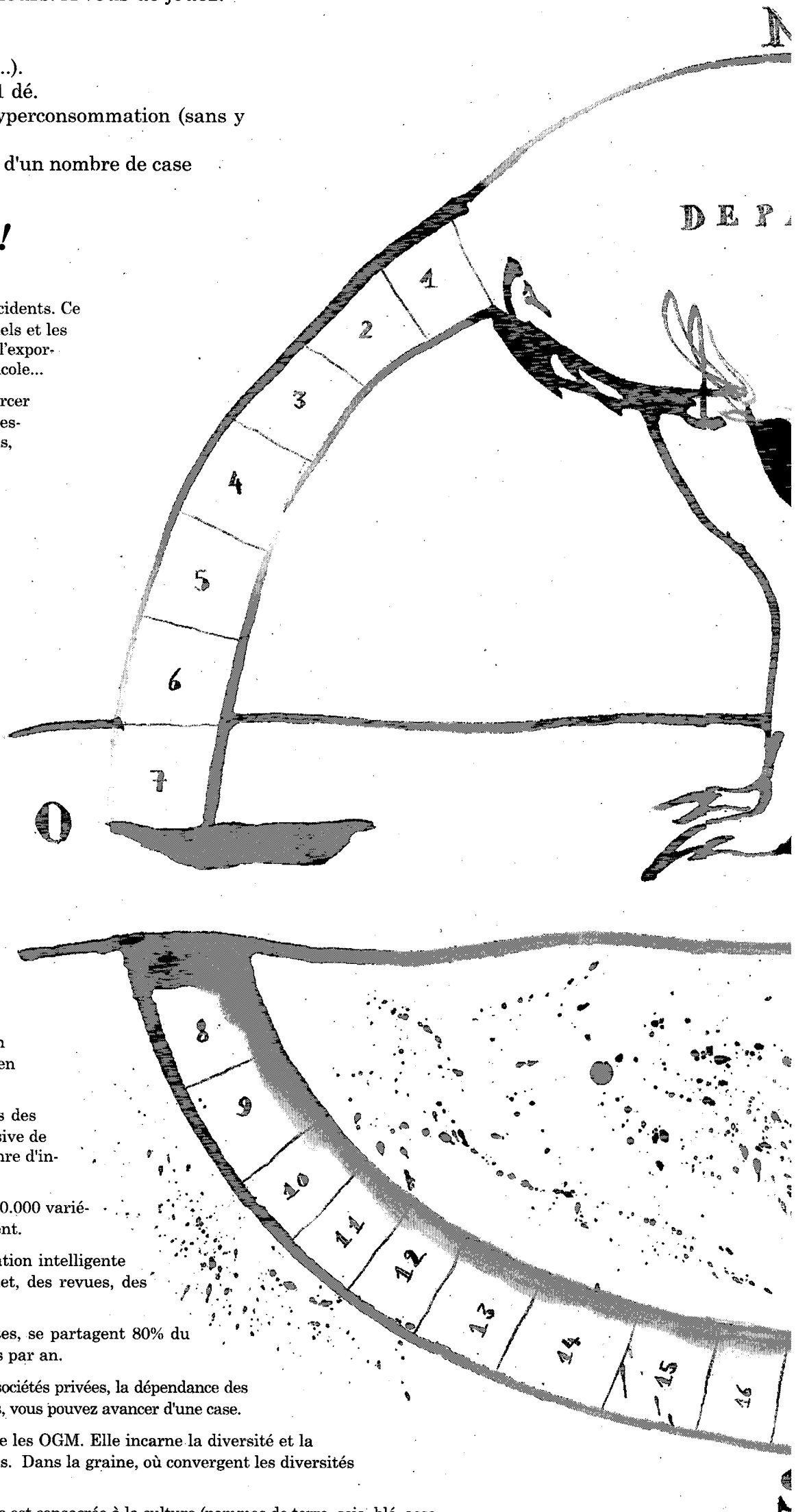
16. Des paysans d'Inde ont choisi la graine comme symbole de leur combat contre les OGM. Elle incarne la diversité et la liberté de rester en vie. La graine reste la propriété collective des paysans indiens. Dans la graine, où convergent les diversités biologique et culturelle, l'écologie rencontre la justice, la paix et la démocratie.

17. Une même surface de terre permet de nourrir 5 à 10 fois plus de personnes si elle est consacrée à la culture (pommes de terre, soja, blé, associés aux légumes) plutôt qu'à l'élevage destiné à la production de viande et de lait. Si vous êtes un 'bon' consommateur de viande, passez votre tour!

18. Les industriels cherchent à rassurer les consommateurs sur la qualité des produits alimentaires, mise à mal par les affaires de la vache folle, de la dioxine et autres boues d'épuration. Une angoisse profonde vous envahit (qu'ai-je ingurgité ces derniers temps?). Vous décidez de devenir un consommateur plus vigilant. Votre curiosité vous mène à la case suivante.

19. La garantie de l'absence d'organismes génétiquement modifiés dans les produits commercialisés deviennent des arguments de vente. L'étiquetage des produits alimentaires, créant une filière séparée, pourrait être une clé de succès ou d'échec économique pour les OGM. Qui va payer ce label de garantie? Et comment contrôler la qualité des repas servis dans nos cantines?

20. La reconnaissance de brevets internationaux sur les organismes vivants consacre la colonisation économique du Nord sur le Sud. Elle participe à l'instauration de lois dites 'internationales' qui nient le patrimoine des pays du Sud et organisent la dépendance (ou le pillage...).



21. Vous signez des pétitions et écrivez des lettres de protestation pour la prise en compte des aspects sociaux et environnementaux dans la mondialisation. Vous pointez la souveraineté alimentaire comme priorité. Votre 'petite voix' s'additionne aux autres, avancez de 3 cases!
22. Depuis 1996-97, trois premiers OGM sont commercialisés en Europe: le soja, le maïs et le colza. Un produit 'bio' ne veut pas nécessairement dire exempt d'OGM... Le saviez-vous?
23. Soixante pour cent des produits cuisinés tels que biscuits, gâteaux, soupes, pâtes, pains et même des produits pour nourrissons sont susceptibles de contenir des OGM. Allez dans vos armoires et essayer de dénombrier/démasquer tous ces produits. (NB: le jeu ne vous oblige pas à les mettre à la poubelle).
24. De plus en plus de consommateurs craignent pour leur santé et réclament le droit d'être informés sur ce qu'ils mangent. Ils demandent que soient financées des recherches indépendantes sur les risques réels pour la santé humaine avant toute commercialisation et, en l'absence de certitudes, exigent de plus solides recherches scientifiques à côté d'un étiquetage clair des produits contenant des OGM. (NB: Puisque les OGM sont des produits laboratoires, ne serait-il pas raisonnable qu'on leur impose des études de risques sur 10 ans, comme dans la législation en matière de médicaments?).
25. Quatre-vingt pour cent des céréales en provenance des Etats-Unis devraient être étiquetés OGM, et ne le sont pas! (difficiles à identifier car les stocks sont mélangés). Le saviez-vous? (Votre bol de céréales matinales vous pose la question: pourquoi me regardes-tu maintenant comme ça?)

26. Vous vous engluiez dans une dépendance alimentaire envers une nourriture peu saine. Trop d'OGM dans votre assiette, reculez de 2 cases!

27. Vous et vos voisins optez pour une alimentation 'bio' qui tient compte des conditions humaines dans lesquelles elle est produite. Votre état de santé s'améliore au fil des saisons et l'exploitation du petit fermier 'bio' de votre village reflurcit... Si vous lisez la case suivante, vous pouvez avancer de 2 cases.

28. Vous recyclez les emballages alimentaires (vous donnez une deuxième vie à la matière) et vous vous rendez compte qu'il est fondamental d'adapter votre consommation d'énergie et de privilégier les énergies renouvelables ou les transports en commun. Rejouez!

29. Partout dans le monde, les réactions s'organisent pour dénoncer la main mise des multinationales. De nombreuses ONG et associations citoyennes mènent des campagnes qui commencent à porter leurs fruits. Ces organisations cherchent des bénévoles, vous décidez d'aller les soutenir. Avancez d'une case.

30. Des milliers de paysans du Karnataka, en Inde, tentent de chasser Monsanto du pays. En mai 1999, 450 d'entre eux sont venus en Europe pour expliquer leur situation et manifester devant les sièges de décision des grandes institutions internationales. (Cfr. *Quinoa* 19 consacré à la Caravane Intercontinentale). Les voix du Sud viennent sensibiliser les consommateurs du Nord...

31. Vous allez manifester devant Monsanto. La multinationale, soucieuse de son image de marque, décide de postposer la commercialisation de ses semences stériles (Terminator). Avancez d'une case!

32. Au nom du principe de précaution, l'Union Européenne refuse l'importation du bœuf aux hormones venant des Etats-Unis, tant que les recherches n'ont pas démenti les risques pour la santé humaine. Au nom du libre commerce, les Etats-Unis défendent la libre circulation de leur bœuf aux hormones tant que ne sont pas totalement prouvés les risques pour la santé humaine...

33. Votre gouvernement est incapable de gérer le nouveau scandale agro-alimentaire. Reculez de 8 cases! (Vous pouvez aussi lui envoyer une copie du jeu).

Principales sources des légendes: *Semez pour la vie*, *Made in dignity*, *Oxfam-Magasins du Monde*; *O.M.C. - Millenium Round - Seattle*, *Oxfam-Solidarité*; *Le Monde*; *Libération*; *Demain Le monde*; *Imagine*; *Nature et Progrès*; *Environnement*; *Lettre de campagne du Réseau des Consommateurs Responsables (RCR)*, *Main basse sur la vie* de Vandana Shiva..

Consom-acteurs ?

(A lire attentivement en guise de charte entre les joueurs)

Nous sommes tous des acteurs potentiels de ce système. En choisissant l'endroit où nous allons acheter nos provisions ou un produit particulier dans un magasin, nous posons, tous, à chaque fois un acte politique. Le choix du type d'alimentation que nous privilégions conditionne le système agro-économique. Ainsi le fait de vouloir manger certains fruits ou légumes en toutes saisons, de surconsommer une alimentation carnée ou encore de privilégier les aliments bon marché de faible qualité a une influence directe sur le type d'agriculture que va encourager la scène internationale.

De même, favoriser le « commerce équitable » est une façon positive de dire non à l'exploitation des ouvriers et agriculteurs de la planète. Boycoter certaines marchandises produites par des sociétés multinationales est l'expression d'un refus catégorique de laisser ces industries jouir de toutes les libertés, au nom du profit économique.

Une action de boycott est menée en ce moment contre le groupe pétrolier belgo-français Total-Fina. Cette campagne a été lancée par des étudiants et des professeurs d'université et est relayée par des associations progressistes. Ce groupe financier est accusé de complicité avec la junte militaire sévissant aujourd'hui en Birmanie (40% du PIB est versé directement à l'armée).

De plus, ils sont considérés par l'Observatoire géostratégique des drogues comme le principal fournisseur d'argent propre d'une narco-dictature avérée la première productrice d'héroïne. L'appel au boycott s'adresse aux consommateurs responsables mais aussi aux petits actionnaires qui placent leur argent dans les actions Total-Fina. Certaines banques, comme Triodos, ont décidé d'investir l'épargne de leurs clients dans des projets à plus-value sociale, humaine et environnementale, et non dans des domaines tel que l'armement ou des industries polluantes. Pourquoi ne pas y investir ? Chaque acte posé contribue à l'élaboration de la société pour laquelle nous avons opté. Cela nous concerne tous en tant que consommateurs mais aussi en tant que citoyens. En décidant de nous informer et d'informer notre entourage, nous adoptons déjà une attitude active et responsable.

Extrait du Dossier de *La Plate-forme pour la Souveraineté Alimentaire* (Cfr. page 4)

JOURNAL QUINOA ? C'est le nom d'une plante merveilleuse de la culture andine dont l'Occident a longtemps nié les valeurs et les vertus. Elle symbolise survie et résistance pour les populations qui la cultivent. Ce trimestriel s'inscrit dans le prolongement de notre action de sensibilisation aux réalités des pays du Sud et à l'importance du dialogue Nord-Sud. **Equipe de rédaction** de notre trimestriel: Michel Luntumbue, Emmanuelle Krug, Stéphane Visse; coordination, mise en page: Martin Van der Belen (éditeur responsable); illustrations originales: Charley Case. Imprimé sur papier recyclé; abonnement pour la Belgique: 300FB / France: 50FF par an, au numéro de compte: 523-0402752-83, avec la mention "Abonnement Quinoa". **Contact:** Quinoa, ONG - 73 rue Bosquet - 1060 Bruxelles - Belgique - **Tel.:** 32-2-534.48.82 - **Fax:** 32-2-537.96.61 **E-mail:** quinoa@arcadis.be

Or, les règles préconisées par l'Organisation Mondiale du Commerce mettent en cause les différents instruments et barrières qui assuraient aux Etats la maîtrise de certains marchés alimentaires stratégiques pour leurs populations. En imposant à l'agriculture les principes de la libre concurrence, elles menacent la survie des petits et moyens producteurs, au Nord comme au Sud, peu concurrentiels face aux acteurs économiques dominants (les grandes industries agro-alimentaires). Au nom du principe du libre-échange, les pays du Sud ne peuvent plus protéger leurs propres producteurs contre les importations de produits très bon marché, subsidiés par les Etats industrialisés du Nord. L'autosuffisance alimentaire est pourtant un facteur déterminant du développement, au Nord comme au Sud. L'Union Européenne s'est elle-même construite sur la protection de son agriculture, et consacre d'ailleurs la moitié de son budget à ce secteur. Par ailleurs, les politiques de libéralisation tous azimuts ne sont pas sans incidence pour la démocratie; elles réduisent considérablement la capacité

Le libre-échange n'est pas source de prospérité pour tous, il est également porteur d'une logique de polarisation entre gagnants et perdants.

des populations à contrôler les choix de société essentiels qui les concernent. En effet, nombre des règles édictées par l'OMC limitent la capacité des Etats à protéger les consommateurs ou à établir des normes écologiques ou sanitaires: on citera par exemple le rejet par l'OMC du principe de précaution évoqué par l'Union Européenne pour s'opposer à l'importation du bœuf aux hormones en provenance des Etats-Unis; l'Union Européenne ne peut également s'opposer à la libre commercialisation des organismes génétiquement modifiés (OGM), défendue par les firmes agro-alimentaires...

A moins d'intégrer les préoccupations comme la défense de l'environnement, le développement des régions les plus pauvres, le rôle primordial du secteur agricole, l'approfondissement de la libéralisation risque surtout de favoriser les seuls intérêts des acteurs économiques dominants (Etats industrialisés et multinationales) au détriment des intérêts de la majorité de la population mondiale. On peut évoquer à ce titre le brevetage des organismes vivants qui ouvre déjà la voie au pillage des ressources naturelles des pays du Sud, territoires qui abritent les principales réserves en biodiversité.



L'échec de la rencontre internationale de Seattle marque l'affirmation d'une société civile mondiale en pleine structuration, soucieuse de réorienter l'économie au service de l'homme. Un contrepois civil s'esquisse face à la 'pensée unique' et son dogmatisme qui imposent un seul chemin de

développement à toutes les sociétés humaines. Le libre-échange n'est pas source de prospérité pour tous, il est également porteur d'une logique de polarisation entre gagnants et perdants. Le défi aujourd'hui consiste à définir d'autres chemins de développement fondés notamment sur la souveraineté alimentaire, et sur la promotion d'un modèle d'agriculture rural équilibré et durable, qui concilie les besoins et intérêts des peuples du Sud et du Nord...

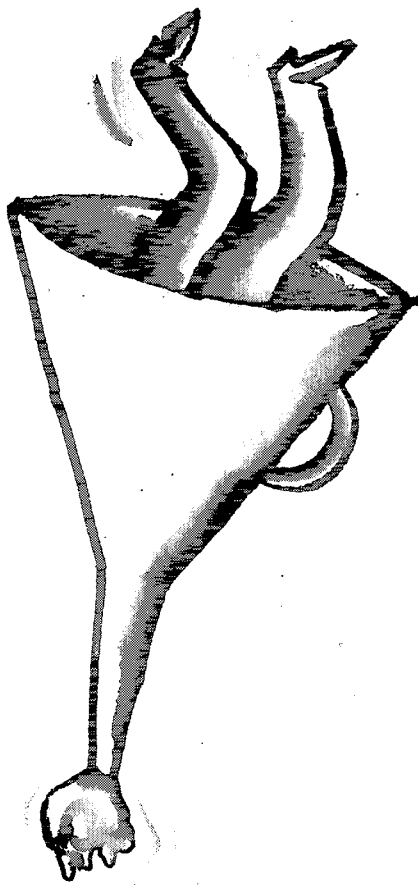
Michel Luntumbue, Quinoa

- 1 La mondialisation ne se résume pas à l'intensification des échanges commerciaux ou au seul critère de l'ouverture des frontières; elle recouvre également le sens du rapprochement des sociétés pour des raisons à la fois technologiques (internet, télévision par satellite, connexion des entreprises ou des salles de marché) et politiques (adoption de l'économie de marché et de la pensée libérale).
- 2 La mondialisation et les progrès techniques ont mis à mal des pans entiers de l'économie dans les pays industrialisés, tout en favorisant l'émergence d'autres activités. Elle met également à mal, dans de nombreux pays, le lien entre politique et société, en érodant les souverainetés nationales.
- 3 Bien des pays du Sud seraient incapables de résister à une ouverture immédiate et totale de leur commerce ou de leur marché; la dépendance à l'égard du cours des matières premières réduit considérablement leur marge de manœuvre ou leur laisse peu de choix entre le pillage de leurs ressources naturelles et l'emprise de groupes transnationaux dont les chiffres d'affaires dépassent de loin le PIB de la plupart de ces pays.
- 4 Koffi Annan, "Etendre les avantages du libre échange", *Le Soir*, 2 décembre 1999.
- 5 La réunion de Seattle s'est achevée sur un constat d'échec, face à la divergence de positions entre pays négociateurs, et face à la pression de la société civile (près de 750 ONG présentes) en faveur d'une prise en compte de l'impact du commerce sur l'environnement, les droits sociaux fondamentaux,...
- 6 Deux approches de l'agriculture se sont opposées à Seattle: l'une abordant l'agriculture comme une simple activité productrice parmi d'autres, tandis que l'autre aborde l'agriculture comme un mode de vie. Les Etats-Unis proposaient l'élimination totale des subventions à l'exportation et estimaient que les produits agricoles devaient être traités comme les autres. Les Européens refusaient l'élimination totale de leur système d'aide aux exportations, défendaient la spécificité des produits agricoles et restaient attachés à la "multifonctionnalité" de l'agriculture (on aide le paysan parce qu'il est un bon producteur, mais aussi parce qu'il est un architecte du paysage, un gardien de la qualité de l'alimentation, etc.).

L'agriculture selon les multinationales...

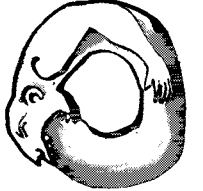
Il y a des chartes qui disent que chaque pays a le droit à sa propre alimentation et celui de se nourrir. Aujourd'hui avec l'OMC, on oblige chaque pays à importer 5% de son alimentation, ce qui fait qu'on est en train de liquider les agricultures des pays du Sud. Il n'y a aujourd'hui que 5% des produits agricoles qui circulent autour du monde. Pourquoi imposer à 95% de l'agriculture les règles valant pour 5% ? C'est seulement l'intérêt des multinationales.

José Bové, cofondateur de la Confédération Paysanne française.
Paru dans *Le Soir* du 1er décembre 1999



La mondialisation jusqu'où ?

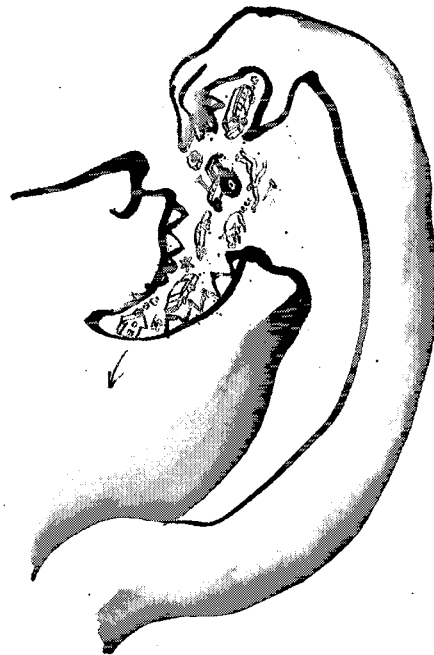
Il est impératif de faire reculer l'emprise des raisonnements commerciaux. Ils ont envahi une multitude de domaines dans lesquels il n'est pas souhaitable d'avoir une seule norme imposée de l'extérieur. On assiste à une mercantilisation tous azimuts. Les réglementations sur l'environnement sont considérées comme des obstacles techniques au commerce. L'eau et les autres ressources biologiques (gènes, cellules, espèces, personnes) ne devraient pas faire l'objet d'une mercantilisation, d'un commerce; l'OMC autorise pourtant le dépôt de brevets sur des lignées cellulaires. Cette organisation considère la planète comme un marché unique. Les êtres humains sont soit de la main d'œuvre, soit des consommateurs, et l'environnement un ensemble de ressources qu'il convient d'exploiter au mieux. La diversité - la démocratie et les différences culturelles - est improductive. Il existe d'autres valeurs que la recherche d'un marché mondialisé ultraproductif. Aujourd'hui, les règles du commerce sont des plafonds. Nous avons besoin de planchers, et non de plafonds: les marchés seraient beaucoup plus fragmentés et l'on aurait au bout du compte, davantage d'échanges régionaux que de commerce mondial, mais la démocratie y gagnerait. Mieux vaut une poignée d'acteurs de taille moyenne que deux ou trois producteurs régnant sur un marché mondialisé.



Lori Wallach, Directeur de Global Trade Watch E.-U.,
paru dans *Le Courrier International*, n°473, novembre-décembre 1999

Quelques mots sur...

O.M.C.: l'Organisation Mondiale du Commerce est un organisme international de type 'multilatéral' (135 Etats en sont membres en 1999) chargé d'édicter les lois du commerce mondial et d'en assurer le respect. Les grandes puissances y font la pluie et le beau temps, mais les pays du Sud, majoritaires, disposent d'un pouvoir de blocage. En réalité, l'OMC vise à favoriser au maximum les libertés des échanges commerciaux.



Millennium Round (cycle du millénaire): cycle de négociations (qui devrait durer trois ans) entre les Etats membres de l'O.M.C. en vue d'une plus grande libéralisation dans les domaines agricoles, des services, des droits de propriété intellectuelle,.... L'O.M.C. renforce ainsi la liberté et le pouvoir des sociétés transnationales pour commercer et investir dans la plupart des pays du monde, tout en restreignant la possibilité des gouvernements et des citoyens de contrôler leurs opérations.

O.G.M.: les organismes génétiquement modifiés sont des plantes ou des animaux dont on

a artificiellement changé la structure génétique dans le but de leur conférer des caractéristiques particulières (par exemple: résister à un herbicide, à un virus,...). Pour ce faire, on insère dans le patrimoine génétique de cet être vivant un ou des gènes issus du patrimoine génétique d'un autre être vivant. On réalise ainsi des "croisements" qui n'auraient jamais pu se produire naturellement.

Souveraineté alimentaire: au-delà d'être assuré d'avoir de quoi se nourrir (la sécurité alimentaire), c'est permettre à tout pays de déterminer sa propre politique agricole, en fonction de ses besoins et en concertation avec les petits paysans, petits exploitants agricoles, éleveurs, pêcheurs, petits producteurs, consommateurs,...

Pour en savoir + : La Plate-forme pour la Souveraineté Alimentaire est

Quelques adresses internet à visiter:

- <http://www.mdmoxfam.ngonet.be>
- <http://www.millennium-round.org>
- <http://www.attac.org/fra/>
- <http://www.greenpeace.fr>

Notre adresse:

Quinoa, ONG
73 rue Bosquet
1060 Bruxelles, Belgique
Tel.: 32-2-534.48.82
Fax: 32-2-537.56.04
E-mail: quinoa@arcadis.be

une coordination réunissant différentes associations de développement, d'agriculteurs, de consommateurs, de protection de l'environnement, etc. Elle défend la souveraineté alimentaire.
c/o CNCD,
Quai du Commerce, 9
1000 Bruxelles
Tel: 02/250.12.30
Fax: 02250.12.63
E-mail: cncd@skynet.be